



ECOLES, COLLEGES, LYCEES : A QUAND LA FIN DES CLASSES SURCHARGEES ???

Des enseignements pratiques interdisciplinaires pour privilégier la pédagogie par projet; 20% du temps pour des nouvelles modalités d'enseignement par modules; une deuxième langue vivante dès la cinquième; de l'accompagnement personnalisé pour tous... Mme Vallaud Belkacem a un projet déjà bien ficelé avant même les discussions avec les organisations syndicales, dont **certaines propositions n'ont comme seul but de sélectionner un peu plus tôt encore les élèves, et d'autres d'attaquer un peu plus notre statut sans se donner les moyens de faire réussir tous les élèves.**

La CGT Educ'action revendique des créations de postes de titulaires pour arriver à des maxima de 15 élèves en éducation prioritaire et de 20 dans les autres secteurs.

La réforme du collège passe sous silence le problème majeur des effectifs dans les classes, et des personnels non enseignants indispensables. Et pour cause : le gouvernement n'a aucune volonté de s'attaquer à ce problème qui est la plus grande source d'échec scolaire. Il est illusoire de penser qu'avec 25 à 30 élèves dans une classe, il est possible de faire réussir des élèves déjà en difficulté au primaire. Le reste n'est, au

mieux, qu'un pansement sur une plaie ouverte.

Le choix clair du gouvernement de l'austérité et des cadeaux au patronat interdit tout plan massif de recrutements, et donc de s'attaquer à l'échec scolaire.

L'embauche de 4000 équivalent temps plein pour 7200 collèges en France n'est qu'un effet d'annonce et pas un véritable plan de recrutements.

Rappelons que sur les 60000 créations de postes promises, seules 3856 ont été effectuées. Et le collège est également le niveau auquel des postes ont été supprimés cette année (39 suppressions dans les collèges pour l'académie). **Les faits et les chiffres s'opposent clairement au discours de Mme Vallaud Belkacem.**

ENSEIGNEMENT PAR MODULES : ATTENTION DANGER !

Chaque établissement choisirait des « enseignements complémentaires ». Cela va se traduire par de fortes inégalités entre les élèves et entre les établissements : aux « bons » des projets patrimoine, aux « mauvais » quelques compétences permettant l'employabilité.

EN GREVE LE 9 AVRIL

Pour en finir avec l'austérité

Pour l'augmentation des salaires

Pour la création massive d'emplois

Pour le retrait du projet de loi Macron et du pacte de responsabilité.



UNE PRECARITE TOUJOURS GALOPANTE

Le plan dit de titularisation Sauvadet n'est toujours pas mis en œuvre tel qu'il nous a été annoncé. En parallèle, le ministère continue d'embaucher des non-titulaires, il y a d'ailleurs plus de contractuel-le-s dans l'Éducation nationale aujourd'hui qu'il y a 3 ans lors de la mise en place du plan de résorption de la précarité.

Pour la session 2015 des concours réservés (plan Sauvadet dit de titularisation), nous nous attendions à ce que le ministère de l'Éducation nationale prenne en compte les difficultés des deux années précédentes, en particulier l'attitude de certains jurys qui ont tout fait pour bloquer les candidat-e-s. En 2014, plus de 1 000 postes n'ont pas été pourvus par les jurys, ce qui représente près de 40 % des postes mis aux concours.

Le ministère, constatant un « échec politique », nous avait alors fait savoir que des mesures seraient prises pour que les sessions suivantes se passent mieux. Mais à ce jour, 442 postes ouverts aux concours réservés 2015 n'ont pas été pourvus, soit 60 % des postes offerts aux 18 concours dont les résultats d'admission sont déjà connus. On peut déjà y rajouter 449 autres postes qui ne seront pas pourvus du fait d'une admissibilité insuffisante sur les autres concours.